

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De bepalingen van dit besluit zijn niet toepasselijk op de leden die in disponibiteit worden gesteld wegens persoonlijke aangelegenheid voordat zij in ruste worden gesteld. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX



F. 98 — 102

[S - C - 98/29008]

31 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 29 juillet 1992, 27 octobre 1994 et 2 avril 1996;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990 et par les arrêtés du Gouvernement des 20 février 1995 et 9 mai 1995 et du 31 décembre 1997;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances en date du 18 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 24 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 103 du décret du 24 juillet 1997 précité supprime à partir du 1^{er} janvier 1998 le Certificat d'Enseignement secondaire inférieur et lui substitue à cette même date le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré, et que le même article charge le Jury de la Communauté française de délivrer ce nouveau certificat, il s'impose dès lors d'adapter pour la session d'examens de janvier 1998 les attributions du Jury de la Communauté française afin de lui permettre de délivrer le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré;

Considérant qu'il s'impose de mettre en place à cette même date des dispositions transitoires permettant aux candidats qui ont acquis une ou des attestations de réussite partielle à un ou des groupes d'épreuves ou qui ont acquis des dispenses d'examens dans une ou des branches d'en conserver le bénéfice en les valorisant pour l'obtention du nouveau certificat et pour l'admission dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Siège du Jury*

Article 1^{er}. Le siège de la première section du Jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Le Jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Un secrétariat permanent est établi au siège du jury.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du Jury*

Art. 3. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par un président adjoint et en second ordre par le membre le plus âgé.

Art. 4. En cas d'absence du secrétaire du Jury, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 5. Le Jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens des candidats et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 6. Aucun membre du Jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision que ce soit, lorsque le candidat :

1° est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré;

2° a reçu de ce membre un enseignement sous quelque forme que ce soit.

Si le président se trouve dans le cas visé au premier alinéa, il est remplacé en premier ordre par un président adjoint et en second ordre par le membre le plus âgé.

Art. 7. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Le procès-verbal de chaque séance est signé par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registre des présences. Ces registres doivent être conservés au siège du Jury pendant au moins quarante ans.

CHAPITRE III. — Organisation des examens

Section 1^{re}. — Sessions d'examens

Art. 8. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe les dates des sessions annuelles ainsi que leur nombre, avec un maximum de trois.

Art. 9. La première section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire général);
- 2° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire technique de transition);
- 3° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire technique de qualification);
- 4° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire artistique de transition);
- 5° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire artistique de qualification);
- 6° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire professionnel).

Art. 10. Sont admissibles aux examens en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, tous les candidats sans exception.

Section 2. — Inscriptions

Art. 11. Un appel préalable aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscription y sont précisées.

Art. 12. Les inscriptions aux examens sont reçues au secrétariat du Jury.

Les inscriptions par correspondance sont admises. Aucune inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 13. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée soit au secrétariat du Jury soit à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Art. 14. Les droits d'inscription sont fixés à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de l'enseignement secondaire de la Communauté française, tel qu'il a été modifié.

Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure, sauf en cas d'empêchement d'ordre médical. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au numéro de compte 091-2110106-94 du comptable des recettes du Ministère de la Communauté française à 1010 Bruxelles.

Art. 15. Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents suivants :

- 1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;
- 2° la preuve du paiement du droit d'inscription;
- 3° les programmes certifiés conformes par la direction de l'établissement choisi, uniquement pour les candidats présentant les épreuves visées à l'article 9, 2°, 3°, 4°, 5° et 6°;
- 4° les grilles horaires hebdomadaires certifiées conformes par le chef d'établissement des troisième et quatrième années de la section ou orientation d'études organisée par l'établissement dont le programme est présenté, et ce, dans les cas prévus aux articles 17, 18 et 19;
- 5° le titre donnant lieu à dispense d'interrogation sur certaines branches ou l'attestation de réussite partielle pour le candidat qui peut en bénéficier.

Section 3. — Matière des examens

Art. 16. Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 1°, l'examen comprend deux groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire, la géographie.

B. Deuxième groupe :

— deux branches obligatoires : les sciences naturelles (biologie, physique et chimie) et la langue moderne I (au choix : néerlandais, anglais ou allemand);

— une branche à choisir parmi les suivantes : le latin, le grec, une langue moderne II (néerlandais, anglais, allemand, italien ou espagnol), les sciences économiques, les sciences sociales.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les candidats visés à l'article 9, 2° et 4°, l'examen comprend deux groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire et la géographie.

B. Deuxième groupe :

— deux branches obligatoires : les sciences naturelles (physique, chimie et biologie) et la langue moderne I (anglais, allemand ou néerlandais).

— des épreuves portant sur les branches d'une option de base groupée des troisième et quatrième années de l'enseignement technique ou artistique de transition.

Sauf pour ce qui concerne les épreuves obligatoires des premier et deuxième groupes, le candidat présente le programme d'une école de plein exercice, de son choix, organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme des troisième et quatrième années, présenté par le candidat, les matières sur lesquelles il sera interrogé lors du deuxième groupe d'épreuves.

Art. 18. § 1^{er}. Pour les candidats visés à l'article 9, 3^e et 5^e, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. Premier groupe :

- deux branches obligatoires : le français et la mathématique;
- une épreuve portant, au choix, sur l'histoire et la géographie ou sur les sciences humaines.

B. Deuxième groupe : des épreuves portant sur les branches d'une option de base groupée des troisième et quatrième années de l'enseignement technique ou artistique de qualification.

C. Troisième groupe : les épreuves pratiques en rapport avec le programme présenté.

Sauf pour ce qui concerne les épreuves obligatoires du premier groupe, le candidat présente le programme d'une école de plein exercice, de son choix, organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme des troisième et quatrième années présenté par le candidat, les matières sur lesquelles il sera interrogé en histoire et en géographie ou en sciences humaines, lors du premier groupe d'épreuves ainsi que les matières des deuxième et troisième groupes d'épreuves.

Art. 19. § 1^{er}. Pour les candidats visés à l'article 9, 6^e, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. Premier groupe :

- deux branches obligatoires : le français, la mathématique;
- deux branches au choix : histoire et géographie ou questions d'actualités et formation humaine, sociale et familiale ou sciences humaines;

B. Deuxième groupe : des épreuves portant sur les branches d'une option de base groupée des troisième et quatrième années de l'enseignement professionnel.

C. Troisième groupe : les épreuves pratiques en rapport avec le programme présenté.

Sauf pour ce qui concerne les épreuves obligatoires du premier groupe, le candidat présente le programme d'une école de plein exercice, de son choix, organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Le Président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme des troisième et quatrième années présenté par le candidat, les matières sur lesquelles il sera interrogé lors du premier groupe, deuxième alinéa, deuxième et troisième groupes d'épreuves.

Art. 20. Pour toutes les branches précisées à l'article 16, pour les branches obligatoires figurant au premier groupe d'épreuves des articles 17, 18 et 19 ainsi que pour les branches obligatoires figurant au deuxième groupe d'épreuves de l'article 17, les candidats sont interrogés sur les matières d'un programme propre au Jury et fixé par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. Les programmes propres au jury sont à la disposition des candidats sur simple demande.

Section 4. — Déroulement des examens

Art. 21. Le président ouvre et ferme les sessions, fixe la date des séances, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et les candidats et prend toute disposition utile au déroulement des épreuves. Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 22. L'ordre de succession des épreuves est imposé. Le candidat doit avoir réussi les épreuves du premier groupe pour participer aux épreuves du second. De même, pour participer aux épreuves du troisième groupe, il doit avoir réussi celles du second.

Le candidat est interrogé sur quatre branches par jour au maximum. Le président détermine la durée des interrogations sur chaque matière.

Pour chaque épreuve, le président détermine les matières pour lesquelles les examens auront lieu par écrit ainsi que les sujets et questions de ces examens.

Le candidat peut passer les différents groupes d'épreuves en une ou plusieurs sessions.

Art. 23. La partie écrite d'un examen a lieu simultanément pour tous les candidats inscrits à cet examen. Elle se déroule à huis clos. Le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint assistent à l'ouverture et à la clôture des séances consacrées à la partie écrite.

Art. 24. Pour la partie écrite, les candidats utilisent exclusivement le papier fourni par le Jury. Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à faire reconnaître le candidat.

Art. 25. Pendant la durée de la partie écrite, les candidats sont constamment surveillés par les membres désignés par le président. Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec l'extérieur ni entre eux.

Art. 26. Si ce n'est prévu par le programme, le président détermine les moyens (ouvrages de référence, dictionnaires,...) que les candidats peuvent utiliser. L'utilisation de tout autre ouvrage écrit ou notes est interdite.

Art. 27. Le candidat convaincu de fraude est immédiatement ajourné.

Art. 28. Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter, d'un commun accord, les travaux écrits.

Art. 29. La partie orale des examens est publique. L'interrogation est faite en présence de deux membres au moins, les uns appartenant à l'enseignement officiel, les autres à l'enseignement libre. La notation se fait d'un commun accord.

Art. 30. La partie pratique des examens se déroule à huis clos. Le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint ou les membres délégués à cet effet par le président, assistent à l'ouverture et à la clôture des séances.

Pendant la durée de la partie pratique, les candidats sont constamment surveillés par des membres désignés par le président.

La notation est faite, de commun accord, par un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 31. Le Jury délibère à huis clos sur l'admission ou l'ajournement des candidats. Le résultat des délibérations est inscrit au procès-verbal et est proclamé immédiatement en séance publique. Aucune mention, grade ou titre professionnel n'est inscrit ni dans les procès-verbaux, ni sur les certificats délivrés par le Jury.

Art. 32. § 1^{er}. Le Jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.

§ 2. Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 3. Est ipso facto ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 4. Est admis à l'issue de chacun des groupes, le candidat qui a obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné et au moins 50 % dans chacune des branches;

§ 5. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes :

- a) le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe;
- b) le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches des premier et deuxième groupes;
- c) le candidat qui a obtenu moins de 50 % dans une des branches du troisième groupe;

§ 6. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches du premier ou du deuxième groupe;

§ 7. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 8. La délivrance du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est soumise à la réussite des deux groupes d'épreuves visés aux articles 16 et 17 ou des trois groupes d'épreuves attachés au même programme présenté et visés aux articles 18 et 19, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum, à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves. Dans l'éventualité où ce délai serait écoulé, le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses compétences, peut, suite à une demande motivée du candidat concerné et à titre exceptionnel, décider d'accorder une dérogation à cette limitation dans le temps. Il précisera à l'intéressé le nouveau délai octroyé et les éventuelles conditions assorties à cette dérogation.

§ 9. Le candidat ajourné peut obtenir des dispenses d'interrogation pour les branches dans lesquelles il a obtenu 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté. Ces dispenses ne pourront être accordées qu'au candidat ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves considéré. Les dispenses, accordées après délibération du jury, seront acquises pour les quatre sessions suivantes.

Art. 33. Aucun duplicata des certificats conférés par le Jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un certificat a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de deux mille francs au compte du comptable des recettes visé à l'article 14, 3^e alinéa du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 34. A titre transitoire, durant la première session de 1998 et les deux sessions de 1998-1999, les dispositions prévues aux articles 35, 36, 37 et 38 du présent arrêté sont applicables.

Art. 35. Pour les candidats présentant les certificats visés à l'article 9, 1^o, l'examen comprendra trois groupes d'épreuves :

A. Les premier et deuxième groupes seront organisés selon les dispositions de l'article 16, § 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989, fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel). Les épreuves porteront sur les programmes attachés à chacun de ces groupes et propres au Jury.

B. Le troisième groupe comprendra quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, les sciences naturelles (physique, chimie et biologie) et la langue moderne I (néerlandais, anglais ou allemand). Les programmes attachés à ces branches seront propres au Jury, porteront sur les matières enseignées dans la quatrième année de l'enseignement général et seront fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 36. § 1^{er}. Pour les candidats présentant les certificats visés à l'article 9, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du présent arrêté, l'examen comprendra quatre groupes d'épreuves :

A. Le premier groupe sera organisé selon les dispositions de l'article 17, § 1^{er}, A de l'arrêté du 14 septembre 1989 précité. Les épreuves porteront sur les matières des programmes attachés à ce groupe d'épreuves et propres au Jury.

B. Le deuxième groupe comportera des épreuves portant sur les branches d'une option de base groupée de la troisième année de l'enseignement technique ou artistique de transition ou de qualification.

C. Le troisième groupe comportera les épreuves pratiques de troisième année de l'option de base groupée visée au B ci-dessus.

D. Le quatrième groupe comportera des épreuves portant sur les branches techniques de l'option de base groupée de quatrième année visée au B ci-dessus.

Pour ce qui concerne les épreuves relatives aux branches de l'option de base groupée et les épreuves pratiques, le candidat présente le programme d'une école de plein exercice, de son choix, organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme des troisième et quatrième années présenté par le candidat, les matières sur lesquelles il sera interrogé lors des deuxième et troisième groupes d'épreuves.

Art. 37. § 1^{er}. Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 6^o du présent arrêté, l'examen comprendra trois groupes d'épreuves :

A. Le premier groupe sera organisé selon les dispositions prévues à l'article 18, § 1^{er}, A de l'arrêté du 14 septembre 1989 précité. Les épreuves porteront sur les matières des programmes attachés à ce groupe d'épreuves et propres au Jury.

B. Le deuxième groupe comportera des épreuves portant sur les matières d'une option de base groupée des troisième et quatrième années de l'enseignement professionnel.

C. Le troisième groupe comportera des épreuves pratiques en rapport avec le programme présenté.

Pour ce qui concerne les épreuves relatives aux branches de l'option de base groupée et les épreuves pratiques, le candidat présente le programme d'une école de plein exercice, de son choix, organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme des troisième et quatrième années présenté par le candidat, les matières sur lesquelles il sera interrogé lors des deuxième et troisième groupes d'épreuves.

Art. 38. § 1^{er}. Le Jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.

§ 2. Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 3. Est ipso facto ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 4. Est admis à l'issue de chacun des groupes, le candidat qui a obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné et au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 5. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes :

a) le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe;

b) le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches des premier et deuxième groupes visés aux articles 35, 36 et 37, du troisième groupe visé à l'article 35 et du quatrième groupe visé à l'article 36 du présent arrêté;

c) le candidat qui a obtenu moins de 50 % dans une des branches du troisième groupe visé aux articles 36 et 37 du présent arrêté.

§ 6. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches du premier ou du deuxième groupe visés aux articles 35, 36 et 37, du troisième groupe visé à l'article 35 et du quatrième groupe visé à l'article 36 du présent arrêté.

§ 7. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 8. La délivrance du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est soumise à la réussite des trois groupes d'épreuves visés aux articles 35 et 37 ou des quatre groupes d'épreuves visés à l'article 36 du présent arrêté, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum, à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves. Dans l'éventualité où ce délai serait écoulé, le ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses compétences, peut, suite à une demande motivée du candidat concerné et à titre exceptionnel, décider d'accorder une dérogation à cette limitation dans le temps. Il précisera à l'intéressé le nouveau délai octroyé et les éventuelles conditions assorties à cette dérogation.

§ 9. Le candidat ajourné peut obtenir des dispenses d'interrogation pour les branches dans lesquelles il a obtenu 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté. Ces dispenses ne pourront être accordées qu'au candidat ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves considéré. Les dispenses, accordées après délibération du jury, seront acquises pour les quatre sessions suivantes.

Art. 39. § 1^{er}. Les candidats aux certificats visés à l'article 9 du présent arrêté, titulaires d'une ou plusieurs attestations de réussite partielle obtenues soit avant le 31 décembre 1997, en vertu des dispositions de l'article 32, § 5 de l'arrêté du 14 septembre 1989 précité, soit avant le 30 juin 1999, en vertu des dispositions de l'article 32, § 8 du présent arrêté, conserveront le bénéfice de cette attestation de réussite partielle pendant la durée de sa validité fixée à l'article 32, § 9 du présent arrêté.

§ 2. Les candidats visés au § 1^{er} qui ont obtenu une ou des dispenses d'interrogation pour certaines branches avant le 31 décembre 1997 en vertu des dispositions de l'article 32, § 7, de l'arrêté du 14 septembre 1989 précité ou avant le 31 décembre 1998, en vertu des dispositions de l'article 32, § 8, du présent arrêté, en conserveront le bénéfice pour les quatre sessions suivantes.

§ 3. Les candidats visés aux §§ 1^{er} et 2 présenteront les épreuves dans la structure transitoire prévue aux articles 35, 36, 37 et 38 du présent arrêté et pourront obtenir de nouvelles attestations de réussite partielle et/ou de nouvelles dispenses selon les modalités de l'article 38, §§ 7 et 9 du présent arrêté.

Art. 40. A partir de la première session de l'année 1998, les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignements général, technique ou artistique) pourront obtenir soit :

— le certificat visé à l'article 9, 1^o, du présent arrêté, en présentant le troisième groupe d'épreuves visé à l'article 35, B, du présent arrêté.

— le certificat visé à l'article 9, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o, en présentant le quatrième groupe d'épreuves visé à l'article 36, D, du présent arrêté.

Art. 41. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel.) du 14 septembre 1989, tel qu'il a été modifié les 23 novembre 1990, 20 novembre 1991 et 13 février 1996, est abrogé à la date du 31 décembre 1997, à l'exception des articles 16, § 1^{er}, 17, § 1^{er}, A, 18, § 1^{er}, A, qui restent applicables aux candidats bénéficiant des dispositions prévues aux articles 39 du présent arrêté.

Art. 42. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998, à l'exception des articles 16, 17, 18, 19, et 32, qui entrent en vigueur au 1^{er} septembre 1999.

Art. 43. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 98 — 102

[S - C - 98/29008]

31 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6bis, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, zoals die werd gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975 en bij de decreten van 29 juli 1992, 27 oktober 1994 en 2 april 1996;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 103;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals het werd gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1990 en bij de besluiten van de Regering van 20 februari 1995 en 9 mei 1995 en van 31 december 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, op datum van 18 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 103 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 vanaf 1 januari 1998 het Getuigschrift van Lager Secundair Onderwijs afschaft en op dezelfde datum vervangt door het Getuigschrift van Secundair Onderwijs van de Tweede Graad, en dat de Examencommissie van de Franse Gemeenschap door hetzelfde artikel belast wordt met het uitreiken van dat nieuwe getuigschrift, en dat de bevoegdheden van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap bijgevolg voor de examenzittijd van januari 1998 moeten worden aangepast, opdat zij het Getuigschrift van Secundair Onderwijs van de Tweede Graad zou kunnen uitreiken;

Overwegende dat op dezelfde datum overgangsbepalingen dienen getroffen te worden opdat kandidaten die één of meer attesten van gedeeltelijk slagen voor één of meer examengedeelten hebben verworven of die vrijstellingen van examens voor één of meer vakken hebben gekregen, het voordeel daarvan verder zouden kunnen genieten, waarbij ze die zouden kunnen laten gelden voor het verwerven van het nieuwe getuigschrift en voor de toelating tot het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Zetel van de Examencommissie*

Artikel 1. De zetel van de eerste afdeling van de Examencommissie is gelegen in het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Zo nodig kan de Examencommissie ook examens buiten dat arrondissement organiseren.

Art. 2. Er wordt een vast secretariaat bij de zetel van de Examencommissie opgericht.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Examencommissie*

Art. 3. De voorzitter zorgt ervoor dat de examens regelmatig verlopen en zit de beraadslaging voor.

Bij afwezigheid of verhinderd van de voorzitter wordt deze in de eerste plaats door een adjunct-voorzitter en in de tweede plaats door het oudste lid vervangen.

Art. 4. Bij afwezigheid van de secretaris van de Examencommissie wordt deze door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 5. De Examencommissie beraadslaagt achter gesloten deuren over de examenuitslagen van de kandidaten en over elke kwestie die door de voorzitter of minstens vijf leden wordt opgeworpen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 6. Geen lid van de Examencommissie mag examen afnemen, of aan de beraadslaging deelnemen, of tot enige beslissing bijdragen, indien de kandidaat :

1° zijn echtgenoot, een bloedverwant of aanverwant tot en met de vierde graad is;

2° van dat lid in welke vorm ook les heeft gekregen.

Indien de voorzitter zich in het geval bedoeld in het eerste lid bevindt, dan wordt hij in de eerste plaats vervangen door een adjunct-voorzitter en in de tweede plaats door het oudste lid.

Art. 7. De notulen van de zittingen worden in een register opgenomen. De notulen van elke zitting worden door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden ondertekend. De notulenregisters gelden als aanwezigheidsregisters. Die registers moeten bij de zetel van de Examencommissie gedurende minstens veertig jaar worden bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de examens**Afdeling 1. — Examenzittijden*

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, stelt de datums van de jaarlijkse zittijden en hun aantal vast, met een maximum van drie.

Art. 9. De eerste afdeling wordt belast met het uitreiken van :

- 1° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (algemeen secundair onderwijs);
- 2° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (technisch secundair doorstromingsonderwijs);
- 3° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (technisch secundair kwalificatie-onderwijs);
- 4° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (kunstsecundair doorstromingsonderwijs);
- 5° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (kunstsecundair kwalificatie-onderwijs);
- 6° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (beroepssecundair onderwijs).

Art. 10. Alle kandidaten zonder uitzondering kunnen worden toegelaten tot de examens voor het verwerven van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad.

Afdeling 2. — Inschrijving

Art. 11. Elk jaar wordt een voorafgaande oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De inschrijvingsperioden worden erin bepaald.

Art. 12. De inschrijvingen voor de examens worden op het secretariaat van de Examencommissie in ontvangst genomen.

De inschrijving door middel van een brief is toegelaten. Geen inschrijving mag worden opgenomen buiten de gestelde termijn.

Art. 13. De inschrijvingsformulieren kunnen op gewone aanvraag worden verkregen op het secretariaat van de Examencommissie of bij de Algemene Directie Verplicht Onderwijs.

Art. 14. De inschrijvingsrechten worden vastgesteld in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals het werd gewijzigd.

Die rechten kunnen geenszins worden terugbetaald. Zij kunnen niet naar een latere zittijd worden overgedragen, behalve bij verhindering gewettigd om geneeskundige redenen. Zij worden betaald bij elke inschrijving.

De betaling dient te geschieden op rekeningnummer 091-2110106-94 van de rekenplichtige der ontvangsten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, te 1010 Brussel.

Art. 15. Bij de inschrijving dienen de kandidaten volgende documenten voor te leggen :

- 1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;
- 2° het bewijs van betaling van het inschrijvingsrecht;
- 3° de door de directie van de gekozen inrichting eensluidend verklaarde programma's, uitsluitend voor de kandidaten die de proeven bedoeld in artikel 9, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° afleggen;
- 4° de wekelijkse lesroosters die eensluidend werden verklaard door het hoofd van de inrichting voor de derde en vierde jaren van de studie-afdeling of -richting georganiseerd door de inrichting waarvan het programma wordt voorgelegd, in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, 18 en 19;
- 5° het bewijs dat vrijstelling van ondervraging verleent over bepaalde leerstoffen of het deelattest voor de kandidaat die het voordeel ervan kan genieten.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 16. § 1. Voor de kandidaten die het in artikel 9, 1° bedoelde getuigschrift wensen te behalen, omvat het examen twee examengedeelten :

A. Eerste examengedeelte : vier opgelegde vakken : Frans, wiskunde, geschiedenis, aardrijkskunde.

B. Tweede examengedeelte :

— twee opgelegde vakken : natuurwetenschappen (biologie, natuurkunde en scheikunde) en de moderne taal I (naar keuze : Nederlands, Engels of Duits);

— een vak dat te kiezen is uit volgende vakken : Latijn, Grieks, een moderne taal II (Nederlands, Engels, Duits, Italiaans of Spaans), economische wetenschappen, sociale wetenschappen.

Art. 17. § 1. Voor de kandidaten bedoeld in artikel 9, 2° en 4°, omvat het examen twee examengedeelten :

A. Eerste examengedeelte : vier opgelegde vakken : Frans, wiskunde, geschiedenis en aardrijkskunde.

B. Tweede examengedeelte :

— twee opgelegde vakken : natuurwetenschappen (natuurkunde, scheikunde en biologie) en de moderne taal I (Engels, Duits of Nederlands).

— proeven over de vakken van een gegroepeerde basiskeuze van de derde en vierde jaren van de doorstromingsafdeling van het technisch of kunstonderwijs.

Behalve voor wat de opgelegde proeven van de eerste en tweede examengedeelten betreft, legt het kandidaat het programma voor van een door hem gekozen school met volledig leerplan, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van het geheel van het programma van de derde en vierde jaren dat door de kandidaat wordt voorgelegd, bepaalt de voorzitter de leerstof waarover hij zal worden ondervraagd bij het tweede examengedeelte.

Art. 18. § 1. Voor de in artikel 9, 3° en 5°, bedoelde kandidaten, omvat het examen drie examengedeelten :

A. Eerste examengedeelte :

— twee opgelegde vakken : Frans en wiskunde;

— een proef die, naar keuze, betrekking heeft op geschiedenis en aardrijkskunde of menswetenschappen.

B. Tweede examengedeelte : proeven over vakken van een gegroepeerde basiskeuze van de tweede en vierde jaren van de kwalificatie-afdeling van het technisch of kunstonderwijs.

C. Derde examengedeelte : praktische proeven in verband met het voorgelegde programma.

Behalve voor wat de opgelegde proeven van het eerste examengedeelte betreft, legt de kandidaat het programma voor van een door hem gekozen school met volledig leerplan, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van het geheel van het programma van de derde en vierde jaren dat door de kandidaat wordt voorgelegd, bepaalt de voorzitter de leerstof waarover hij zal worden ondervraagd in de vakken geschiedenis en aardrijkskunde of menswetenschappen, bij het eerste examengedeelte, alsook de leerstof van de tweede en derde examengedeelten.

Art. 19. § 1. Voor de kandidaten bedoeld in artikel 9, 6°, omvat het examen drie examengedeelten :

A. Eerste examengedeelte :

— twee opgelegde vakken : Frans en wiskunde;

— twee vakken naar keuze : geschiedenis en aardrijkskunde of vragen over actualiteit, en menselijke, sociale en familiale vorming of menswetenschappen;

B. Tweede examengedeelte : proeven over vakken van een gegroepeerde basiskeuze van de derde en vierde jaren van het beroepsonderwijs.

C. Derde examengedeelte : praktische proeven in verband met het voorgelegde programma.

Behalve voor wat de opgelegde proeven van het eerste examengedeelte betreft, legt de kandidaat het programma voor van een door hem gekozen school met volledig leerplan, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van het geheel van het programma van de derde en vierde jaren dat door de kandidaat wordt voorgelegd, bepaalt de voorzitter de leerstof waarover hij zal worden ondervraagd bij het eerste examengedeelte, tweede lid, tweede en derde examengedeelten.

Art. 20. Voor alle vakken bedoeld in artikel 16, voor de opgelegde vakken die in het eerste examengedeelte van de artikelen 17, 18 en 19 bepaald zijn alsook voor de opgelegde vakken die in het tweede examengedeelte van artikel 17 bepaald zijn, worden de kandidaten ondervraagd over de leerstof van een programma dat eigen is aan de Examencommissie en vastgesteld wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort. De programma's die eigen zijn aan de Examencommissie kunnen door de kandidaten op gewone aanvraag worden verkregen.

Afdeling 4. — Verloop van de examens

Art. 21. De voorzitter opent en sluit de zittijden, stelt de zitdagen vast, stelt de volgorde van de werkzaamheden vast, roept de leden bijeen, roept de kandidaten op en treft alle schikkingen die nodig zijn voor het verloop van de proeven. De voorzitter kan zijn oproepings- en bijeenroepingsbevoegdheid aan de secretaris delegeren.

Art. 22. De orde waarin de proeven elkaar opvolgen is opgelegd. De kandidaat moet geslaagd zijn voor de proeven van het eerste examengedeelte om deel te mogen nemen aan de proeven van het tweede. Hij moet eveneens geslaagd zijn voor de proeven van het tweede examengedeelte om deel te mogen nemen aan die van het derde examengedeelte.

De kandidaat wordt over hoogstens vier vakken per dag ondervraagd. De voorzitter bepaalt de duur van de ondervraging over elke leerstof.

Voor elke proef bepaalt de voorzitter de leervakken waarvoor de examens schriftelijk zullen plaatsvinden alsook de onderwerpen en vragen van die examens.

De kandidaat kan de verschillende examengedeelten in één of meer zittijden afleggen.

Art. 23. Het schriftelijk deel van een examen verloopt gelijktijdig voor alle kandidaten die voor dat examen ingeschreven zijn. Het vindt achter gesloten deuren plaats. De voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris wonen de opening en de sluiting bij van de zittijden voor het schriftelijk deel.

Art. 24. Voor het schriftelijk deel, gebruiken de kandidaten uitsluitend het papier dat door de Examencommissie ter beschikking wordt gesteld. Het schriftelijk deel mag geen aantekening bevatten waardoor de kandidaat zou kunnen worden herkend.

Art. 25. Gedurende het schriftelijk deel, bevinden de kandidaten zich voortdurend onder toezicht van de leden die door de voorzitter worden aangewezen. De kandidaten mogen op generlei wijze in communicatie treden met personen van buitenaf, noch met andere kandidaten.

Art. 26. Indien het programma erin niet voorziet, bepaalt de voorzitter de hulpmiddelen (naslagwerken, woordenboeken,...) die de kandidaten mogen gebruiken. Het gebruik van elk ander schriftelijk werk of van notities is verboden.

Art. 27. De kandidaat die op fraude wordt betrapt, wordt onmiddellijk uitgesloten.

Art. 28. De voorzitter belast een gelijk aantal leden van het officieel onderwijs en van het vrij onderwijs ermee in onderlinge overeenstemming de schriftelijke werken te verbeteren en te kwoteren.

Art. 29. Het mondeling deel van de examens is openbaar. De ondervraging geschiedt in het bijzijn van minstens twee leden, waarbij de ene tot het officieel onderwijs, de andere tot het vrij onderwijs behoort. De kwotering geschiedt in onderlinge overeenstemming.

Art. 30. Het praktisch deel van de examens verloopt achter gesloten deuren. De voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris of de door de voorzitter daartoe afgevaardigde leden wonen de opening en de sluiting van de zittingen bij.

Gedurende het praktisch deel, bevinden de kandidaten zich voortdurend onder toezicht van door de voorzitter aangewezen leden.

De kwotering wordt in onderlinge overeenstemming toegekend door een gelijk aantal leden van het officieel onderwijs en van het vrij onderwijs.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens

Art. 31. De Examencommissie beraadslaat achter gesloten deuren over het toelaten of het verdagen van de kandidaten. De uitslagen van de beraadslaging worden in de notulen opgenomen en onmiddellijk in openbare zitting bekendgemaakt. In de notulen of op de getuigschriften die door de Examencommissie worden uitgereikt, wordt geen enkele graad, beroepstitel of vermelding genoteerd.

Art. 32. § 1. De Examencommissie beraadslaat na de proeven van elk examengedeelte.

§ 2. Wanneer het examen over een leerstof een schriftelijk deel en een mondeling deel omvat, wordt het percentage berekend op het geheel van beide delen.

§ 3. De kandidaat die niet aan alle proeven van het examengedeelte heeft deelgenomen, wordt automatisch verdaagd.

§ 4. Op het einde van elk examengedeelte wordt toegelaten, de kandidaat die minstens 50 % van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het betrokken examengedeelte en minstens 50 % voor elk van de vakken heeft behaald.

§ 5. Op het einde van elk examengedeelte wordt verdaagd :

a) de kandidaat die minder dan 50 % van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het examengedeelte heeft behaald;

b) de kandidaat die minder dan 40 % voor één of meer vakken van de eerste en tweede examengedeelten heeft behaald;

c) de kandidaat die minder dan 50 % voor één van de vakken van het derde examengedeelte heeft behaald.

§ 6. Over de kandidaat die minstens 50 % van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het betrokken examengedeelte maar tussen 40 % en 50 % voor één of meer vakken van het eerste examengedeelte of van het tweede examengedeelte heeft behaald, wordt beraadslaagd.

§ 7. De kandidaat die op het einde van een examengedeelte als toegelaten wordt verklaard, krijgt een deelattest.

§ 8. Het uitreiken van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad wordt afhankelijk gemaakt van het slagen voor beide examengedeelten bedoeld in de artikelen 16 en 17 of voor de drie examengedeelten die betrekking hebben op hetzelfde voorgelegde programma en die bedoeld zijn in de artikelen 18 en 19, op voorwaarde dat de deellattesten binnen een termijn van hoogstens vijf jaar, vanaf de datum van slagen voor het eerste examengedeelte, werden verworven. Ingeval die termijn verstreken is, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, als antwoord op een met redenen omklede aanvraag van de betrokken kandidaat en bij wijze van uitzonderlijke maatregel, beslissen een afwijking te verlenen voor die tijdsbepaling. Hij deelt de betrokkene de nieuwe toegekende termijn mede alsook de nieuwe voorwaarden die gepaard gaan met die afwijking.

§ 9. De verdaagde kandidaat kan vrijstelling van ondervraging genieten voor leervakken waarvoor hij 60 % van de punten heeft behaald, wanneer hij zich opnieuw inschrijft voor het betrokken examengedeelte, op grond van hetzelfde voorgelegde programma. Die vrijstelling kan alleen aan de kandidaat worden verleend die aan alle examens betreffende het betrokken examengedeelte heeft deelgenomen. De vrijstelling die wordt verleend na beraadslaging van de Examencommissie, blijft geldig voor de vier volgende zittingen.

Art. 33. Er wordt geen duplicaat van de door de Examencommissie uitgereikte getuigschriften afgeleverd. Een uittreksel uit het notulenboek ter bevestiging dat een getuigschrift werd uitgereikt, kan worden verkregen na overlegging van het bewijs dat het bedrag van tweeduizend frank werd gestort op de rekening van de rekenplichtige der ontvangsten bedoeld in artikel 14, lid 3 van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 34. Bij wijze van overgangsmaatregel, gedurende de eerste zitting 1998 en de twee zittingen 1998-1999, zijn de bepalingen bedoeld in de artikelen 35, 36, 37 en 38 van dit besluit toepasselijk.

Art. 35. Voor de kandidaten die de getuigschriften bedoeld in artikel 9, 1°, wens te behalen, omvat het examen drie examengedeelten :

A. De eerste en tweede examengedeelten worden georganiseerd volgens de bepalingen van artikel 16, § 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : lager, secundair, algemeen, technisch, kunst- en beroepsonderwijs). De proeven hebben betrekking op de programma's die gepaard gaan met elk van die examengedeelten en eigen zijn aan de Examencommissie.

B. Het derde examengedeelte omvat vier opgelegde vakken : Frans, wiskunde, natuurwetenschappen (natuurkunde, scheikunde en biologie) en de moderne taal I (Nederlands, Engels of Duits). De programma's die gepaard gaan met die vakken zijn eigen aan de Examencommissie, hebben betrekking op de leerstof van het vierde jaar van het algemeen onderwijs en worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Art. 36. § 1. Voor de kandidaten die de getuigschriften bedoeld in artikel 9, 2°, 3°, 4° en 5° van dit besluit wensen te behalen, omvat het examen vier examengedeelten :

A. Het eerste examengedeelte wordt georganiseerd volgens de bepalingen van artikel 17, § 1, A, van het voormelde besluit van 14 september 1989. De proeven hebben betrekking op de leerstof van de programma's die gepaard gaan met dat examengedeelte en eigen zijn aan de Examencommissie.

B. Het tweede examengedeelte omvat proeven die betrekking hebben op vakken van een gegroepeerde basiskeuze van het derde jaar van de doorstromings- of kwalificatie-afdeling van het technisch of kunstonderwijs.

C. Het derde examengedeelte omvat de praktische proeven van het derde jaar van de gegroepeerde basiskeuze bedoeld in het bovenvermelde punt B.

D. Het vierde examengedeelte omvat proeven die betrekking hebben op de technische vakken van de gegroepeerde basiskeuze van het vierde jaar bedoeld in het bovenvermelde punt B.

Voor de proeven met betrekking tot de vakken van de gegroepeerde basiskeuze en de praktische proeven legt de kandidaat het programma voor van een door hem gekozen school met volledig leerplan, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van het geheel van het programma van de derde en vierde jaren dat door de kandidaat wordt voorgelegd, bepaalt de voorzitter de leerstof waarover hij zal worden ondervraagd bij de tweede en derde examengedeelten.

Art. 37. § 1. Voor de kandidaten die het getuigschrift bedoeld in artikel 9, 6°, van dit besluit wensen te behalen, omvat het examen drie examengedeelten :

A. Het eerste examengedeelte wordt georganiseerd volgens de bepalingen van artikel 18, § 1, A van het voormelde besluit van 14 september 1989. De proeven hebben betrekking op de leerstof van de programma's die gepaard gaan met dat examengedeelte en eigen zijn aan de Examencommissie.

B. Het tweede examengedeelte omvat proeven die betrekking hebben op leervakken van een gegroepeerde basiskeuze van de derde en vierde jaren van het beroepsonderwijs.

C. Het derde examengedeelte omvat de praktische proeven in verband met het voorgelegde programma.

Voor de proeven met betrekking tot de vakken van de gegroepeerde basiskeuze en de praktische proeven legt de kandidaat het programma voor van een door hem gekozen school met volledig leerplan, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van het geheel van het programma van de derde en vierde jaren dat door de kandidaat wordt voorgelegd, bepaalt de voorzitter de leerstof waarover hij zal worden ondervraagd bij de tweede en derde examengedeelten.

Art. 38. § 1. De Examencommissie beraadslagt na de proeven van elk examengedeelte.

§ 2. Wanneer het examen over een leerstof een schriftelijk deel en een mondeling deel omvat, wordt het percentage berekend op grond van het geheel van de twee proeven.

§ 3. Wordt automatisch verdaagd, de kandidaat die niet heeft deelgenomen aan het geheel van de proeven van het examengedeelte.

§ 4. Na elk examengedeelte wordt toegelaten, de kandidaat die minstens 50 % van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het betrokken examengedeelte en minstens 50 % voor elk vak heeft behaald.

§ 5. Na elk examengedeelte wordt verdaagd :

a) de kandidaat die minder dan 50 % van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het examengedeelte heeft behaald;

b) de kandidaat die minder dan 40 % voor één of meer vakken van de eerste en tweede examengedeelten bedoeld in de artikelen 35, 36 en 37, van het derde examengedeelte bedoeld in artikel 35 en van het vierde examengedeelte bedoeld in artikel 36 van dit besluit;

c) de kandidaat die minder dan 50 % heeft behaald voor één van de vakken van het derde examengedeelte bedoeld in de artikelen 36 en 37 van dit besluit.

§ 6. Er wordt een beslissing na beraadslaging getroffen over de kandidaat die minstens 50 % heeft behaald van het totaal aantal punten toegekend voor het geheel van de vakken van het betrokken examengedeelte, en die tussen 40 % en 50 % heeft behaald voor één of meer vakken van het eerste of tweede examengedeelte bedoeld in de artikelen 35, 36 en 37, van het derde examengedeelte bedoeld in artikel 35 en van het vierde examengedeelte bedoeld in artikel 36 van dit besluit.

§ 7. De kandidaat die na een examengedeelte als toegelaten wordt verklaard, krijgt een deelattest.

§ 8. Het uitreiken van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad wordt afhankelijk gemaakt van het slagen voor de drie examengedeelten bedoeld in de artikelen 35 en 37 of van de vier examengedeelten bedoeld in artikel 36 van dit besluit, op voorwaarde dat de deelattesten binnen een termijn van hoogstens vijf jaar, vanaf de datum van slagen voor het eerste examengedeelte, werden verworven. Ingeval die termijn verstreken is, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, als antwoord op een met redenen omklede aanvraag van de betrokken kandidaat en bij wijze van uitzonderlijke maatregel, beslissen een afwijking te verlenen voor die tijdsbeperking. Hij deelt de betrokkene de nieuwe toegekende termijn mede alsook de nieuwe voorwaarden die gepaard gaan met die afwijking.

§ 9. De verdaagde kandidaat kan vrijstelling van ondervraging genieten voor leervakken waarvoor hij 60 % van de punten heeft behaald, wanneer hij zich opnieuw inschrijft voor het betrokken examengedeelte, op grond van hetzelfde voorgelegde programma. Die vrijstelling kan alleen aan de kandidaat worden verleend die aan alle examens betreffende het betrokken examengedeelte heeft deelgenomen. De vrijstelling die wordt verleend na beraadslaging van de Examencommissie, blijft geldig voor de vier volgende zittingen.

Art. 39. § 1. De kandidaten voor de getuigschriften bedoeld in artikel 9 van dit besluit, die houder zijn van één of meer deelattesten, verkregen ofwel vóór 31 december 1997, krachtens de bepalingen van artikel 32, § 5 van het voormelde besluit van 14 september 1989, ofwel vóór 30 juni 1999, krachtens de bepalingen van artikel 32, § 8 van dit besluit, blijven het voordeel van dat deelattest genieten gedurende zijn geldigheidsduur vastgesteld in artikel 32, § 9, van dit besluit.

§ 2. De kandidaten bedoeld in § 1 die één of meer vrijstellingen van ondervraging voor bepaalde leervakken vóór 31 december 1997 hebben gekregen krachtens de bepalingen van artikel 32, § 7 van het voormelde besluit van 14 september 1989, of vóór 31 december 1998, krachtens de bepalingen van artikel 32, § 8, van dit besluit, blijven het voordeel ervan genieten voor de vier volgende zittingen.

§ 3. De kandidaten bedoeld in de §§ 1 en 2 leggen de proeven af in de overgangsstructuur bedoeld in de artikelen 35, 36, 37 en 38 van dit besluit en kunnen nieuwe deelattesten en/of nieuwe vrijstellingen verkrijgen volgens de nadere regels bedoeld in artikel 38, §§ 7 en 9 van dit besluit.

Art. 40. Vanaf de eerste zitting van het jaar 1998 kunnen de houders van een getuigschrift van lager secundair onderwijs (algemeen, technisch of kunstonderwijs) :

— ofwel het getuigschrift bedoeld in artikel 9, 1° van dit besluit verkrijgen, door het derde examengedeelte bedoeld in artikel 35, B van dit besluit af te leggen;

— ofwel het getuigschrift bedoeld in artikel 9, 2°, 3°, 4° en 5° verkrijgen, door het vierde examengedeelte bedoeld in artikel 36, D, van dit besluit af te leggen.

Art. 41. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : lager, secundair, algemeen, technisch, kunst- en beroeps onderwijs), zoals het werd gewijzigd bij de besluiten van 23 november 1990, 20 november 1991 en 13 februari 1996, wordt op de datum van 31 december 1997 opgeheven, met uitzondering van de artikelen 16, § 1, 17, § 1, A, 18, § 1, A, die toepasselijk blijven op de kandidaten die het voordeel van de bepalingen bedoeld in de artikel 39 van dit besluit genieten.

Art. 42. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998, met uitzondering van de artikelen 16, 17, 18, 19, en 32, die in werking treden op 1 september 1999.

Art. 43. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX



F. 98 — 103

[S - C - 98/29009]

31 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 19 juillet 1991, 29 juillet 1992, 19 juillet 1993, 27 octobre 1994, 10 avril 1995, 2 avril 1996, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 10, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990 et par les arrêtés du Gouvernement du 20 février 1995, du 9 mai 1995 et du 31 décembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général) tel qu'il a été modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 23 novembre 1990 et du 20 novembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement des 30 juin 1994, 20 février 1995, 13 février 1996, 24 février 1997 et 6 mai 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mai 1996 relatif au programme de l'examen spécial d'admission aux études universitaires de premier cycle en sciences appliquées, tel qu'il a été modifié;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Jury de la Communauté française n'est plus habilité à organiser l'examen d'admission aux études universitaires de premier cycle en sciences appliquées, en application de l'article 10, § 2, du décret du 5 septembre 1994 précité et de son arrêté d'application du 29 mai 1996 précité qui réservent aux seules universités l'organisation de cet examen et qu'il importe donc que la réglementation relative à l'organisation du Jury de la Communauté française soit rendue conforme à ces dispositions dès le 1^{er} janvier 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général), modifié par l'Arrêté du Gouvernement du 24 février 1997, le 3° est abrogé.